

demande, c'est parce que le ministre m'avait dit il y a quelques semaines que lui et d'autres ministres devaient conférer avec des représentants de l'industrie de la construction navale.

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de la Production de défense):** Monsieur l'Orateur, ces réunions se sont poursuivies et il y en a eu aussi avec d'autres ministres. Eu égard à la décision prise concernant la responsabilité, il conviendrait mieux d'adresser cette question au ministre de l'Industrie.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme on a donné à entendre hier qu'aucune décision ne serait prise au sujet de l'aide aux pêches avant la fin de l'année financière, a-t-on décidé de différer également jusque-là toute mesure relative aux subventions aux navires en bois? J'adresse cette question au ministre voulu, quel qu'il puisse être.

**M. MacEwan:** Monsieur l'Orateur, en guise de supplément à la question que j'ai adressée au ministre de la Production de défense, puis-je demander au ministre de l'Industrie quand il croit pouvoir faire à la Chambre une déclaration relative à cette question si importante qu'est la construction navale au Canada?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, j'adore faire des déclarations mais je n'en vois réellement pas la nécessité à ce sujet aujourd'hui. Nous avons un programme de construction maritime. Les subventions sont réduites graduellement et des instances ont été présentées à ce sujet. Un comité interministériel est en train de les étudier et j'annoncerai en temps utile s'il y a un changement.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je me demande si les membres du gouvernement ont décidé à qui incomberait la responsabilité des subventions accordées pour les navires en bois, ce qui apporterait une réponse à ma question.

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêcheries):** Monsieur l'Orateur, les bateaux construits en bois relèvent du ministère des Pêcheries, et les navires en acier, du ministère de l'Industrie et du Commerce. (*Exclamations*)

**M. Bell:** Heureux de vous revoir!

**L'hon. M. Davis:** Les crédits pour l'an prochain seront publiés au début de la nouvelle année.

[M. MacEwan.]

**M. Anderson:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le ministre prétend qu'il n'y a pas lieu de faire une déclaration de principe, voudrait-il songer à répondre le plus tôt possible à la question n° 295, qui a été inscrite au *Feuilleton* le 27 septembre? Comme la politique ne sera apparemment pas modifiée, il devrait être facile d'y répondre.

**Des voix:** Bravo!

## LA NAVIGATION

### LE NOUVEL OUTILLAGE DE BRISE-GLACE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert Simpson (Churchill):** Monsieur l'Orateur, le 20 novembre, j'ai posé une question au ministre des Transports, qu'il a tenue pour préavis afin d'y répondre plus tard. Il s'agit du projet d'expédition Alexbow sur le bris des glaces, à Churchill. Je me demande si le ministre pourrait maintenant me répondre.

**L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports):** Oui, monsieur l'Orateur. Si je me souviens bien, l'allégation dont le député a fait mention est inexacte. Si l'expérience Alexbow n'a pas eu lieu cet hiver, c'est parce que la compagnie chargée de la mettre au point, ayant étudié la situation et ayant constaté qu'elle ne pouvait trouver la cargaison nécessaire à son avis pour aider à défrayer l'expérience, a décidé de ne pas l'entreprendre cette année.

**M. Simpson:** Question supplémentaire. J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, pour dire au ministre que je n'ai pas fait d'allégations; je lui ai simplement posé une question.

Étant donné que le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de la Panarctic Oils, si je ne me trompe, a beaucoup d'intérêts dans ce nouvel outillage de brise-glace, j'ai cru bon d'attirer l'attention du ministre là-dessus.

## LA CONSOMMATION

### L'AUGMENTATION DES TARIFS DE LA COMPAGNIE BELL

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre est-il au courant de la demande présentée à la Commission des transports du Canada par la compagnie de téléphone Bell en vue d'une augmentation sensible des tarifs téléphoniques dans les villes